

que schèmes de représentation et de classification sociales institutionnalisés et appliqués au nom de l'État, les catégories de la statistique publique telles que "familles monoparentales", "cadres" ou encore "travail salarié" détiennent un quasi-monopole de légitimité dans le domaine de la représentation du monde social. En dépit du caractère arbitraire de telles constructions socio-historiques, particulièrement tangible quand l'observateur se déplace d'un contexte social à l'autre et se voit confronté à des modes de classification "étrangers" et "étranges" à la fois, ces catégories se sont néanmoins imposées à l'intérieur de leurs contextes nationaux respectifs comme schèmes universels de penser la réalité sociale.

Mandatés par l'Etat de "chiffrer" cette réalité, les offices de statistique nationaux tels que l'INSEE français ou son homologue allemand, le "Statistisches Bundesamt", sont en même temps chargés de la mettre en "forme" en créant des classifications aptes à remplir les fonctions politiques, économiques et sociales allant de pair avec la rationalisation bureaucratique moderne. En tant que technologie de gestion politique, la statistique moderne naquit en tant que "Polizeywissenschaft" (science de la 'police') respectivement "Staatenkunde" (science de l'Etat) et donc comme "Sta(a)tistik" au cours du processus de la "monopolisation étatique" des trois derniers siècles.

Vu que ce processus de "rationalisation bureaucratique" peut diverger nettement d'un contexte socio-historique à l'autre selon les spécificités structurelles de l'émergence historique des Etats nationaux, l'on ne s'étonnera guère de rencontrer des divergences notables quant à la logique "classificatoire" sous-jacente aux classifications et taxinomies établies auprès et par les bureaux de statistique nationaux.

En ce qui concerne le comparatisme interculturel, ceci pose bon nombre de problèmes et de pièges épistémologiques de taille, même si le "business as usual", caractéristique de la recherche dans ce domaine, semble confirmer que l'on a en général tendance à ignorer ou encore à refouler cette problématique.

La grande majorité des recherches comparées se basent sur une approche quantitative de leurs objets. Par-là, les publications des instituts nationaux de statistique deviennent une source d'information d'autant plus primordiale, qu'elles sont facilement disponibles et en même temps légitimées par l'État, garant apparemment suffisamment légitime pour prendre leurs chiffres "à la lettre". Une fois construits et publiés au nom de l'Etat, les "données" font oublier qu'elles ne sont pas, comme l'a fait remarquer Durkheim, "tout simplement données" mais construites, ce qui se traduit par des pièges redoutables tendus au comparatisme interculturel.

Il nous semble donc nécessaire de faire de la statistique publique l'objet-même d'une approche réflexive de la comparaison interculturelle, au lieu de la prendre comme source d'information inconditionnelle et infaillible.

Les problèmes théoriques et méthodologiques posés par les particularités nationales des classifications et des nomenclatures socio-professionnelles à toute analyse socio-structurale comparative s'illustrent à notre avis de manière prototypique dans le désarroi des sociologues d'Outre-rhin face à la CSP française dite "cadre", que nous avons donc choisi comme point de départ de nos réflexions théoriques et méthodologiques.

Le cadre — une espèce sociale française "par définition"?

En ce qui concerne le concept français de cadre, les sociologues allemands n'hésitent pas à affirmer d'emblée, qu'il s'agit d'un mot intraduisible en allemand et incompatible avec la réalité sociale de leur pays (voir par exemple la post-face écrite par Beate Kraus pour la traduction allemande de "Les cadres" de Luc Boltanski). Certains n'hésitent pas à avancer, qu'il s'agirait là d'une "particularité de la structure sociale française" (Menyesch et Uterwedde, 1982) au risque de tomber dans les pièges épistémologiques d'un relativisme historiciste ou culturaliste. Ne faut-il pas s'interroger, sur ce que "structure sociale" veut bien signifier dans un tel contexte? Est-ce qu'il s'agit d'un constat

"positif" et empirique, quand le sociologue allemand déclare que l'espèce sociale de cadre est introuvable chez lui au même titre qu'un zoologue pourrait affirmer que telle ou telle espèce animale ne s'y rencontre pas? Dans ce cas, il faudrait quand même pouvoir définir la différence "ontologique" postulée entre un cadre français et un "Angestellter" allemand, travaillant chacun de son côté du Rhin pour une seule et même entreprise multinationale dans des fonctions apparemment identiques. Il faudrait aussi se demander, si un cadre français embauché par une entreprise d'Outre-Rhin y perd son statut et son identité sociale?

Il semble, que l'on se trouve confronté à une question d'ordre de l'alchimie sociale restant tout à fait opaque aussi longtemps que l'on traite le problème posé par la non-traductibilité du concept "cadre" d'une manière isolée en omettant de prendre en compte, qu'il s'agit d'un mot issu d'une nomenclature spécifique, d'une catégorie appartenant à un système de classification particulière et d'un élément faisant partie d'un ensemble structuré. En faisant l'économie de restituer la catégorie de "cadre" apparemment incompatible avec les codes linguistiques et socio-culturels allemands dans le système relationnel qui seul lui donne sa signification et qui seul lui accorde son statut particulier — le code des CSP — bon nombre de sociologues allemands contribuent à occulter un problème théorique et méthodologique en déclarant un peu trop facilement et rapidement que la CSP française de "cadre" représente une particularité française irréductible — "un point c'est tout!" — en tombant dans le style de l'argumentation circulaire caractéristique de la psychologie des peuples allemand d'avant guerre, selon laquelle il fallait bien avoir l'âme allemande pour comprendre la signification du mot "gemütlich", d'un chant wagnérien ou encore le sens de la philosophie hégélienne.

Si par contre le regard comparatif ne se limite pas à confronter deux éléments isolés de leurs contextes tels que le "cadre" français et l'"Angestellter" allemand, mais tente justement de faire face aux deux systèmes relationnels et aux deux codes respectifs

dont il font partie, il pourrait contribuer au moins à mieux poser le problème théorique et méthodologique attaché à la comparaison interculturelle de faits sociologiques.

Une telle démarche a dorénavant été entreprise d'une manière pertinente par un groupe de chercheurs français (voir : Duriez, Ion, Pinçon, Pinçon-Charlot 1991). Presque parallèlement et tout en ignorant ce parallélisme, un travail de recherche mis en route à l'université de Constance s'attaquait à des questions théoriques très proches sous bon nombre d'aspects tout en empruntant une démarche méthodologique différente.

Intérêts et enjeux théoriques de la recherche présentée.

Ce travail de recherche entrepris avec un groupe d'étudiants en sociologie à l'université de Constance entre 1987 et 1991 visait à éclaircir quelques unes des divergences interculturelles des représentations de l'espace social en France et en Allemagne.

Ces divergences se manifestent, tel un constat servant de point de départ à ces travaux, d'une manière apparemment homologue sur plusieurs plans de la représentation du monde social et semblent aller de pair avec des particularités structurelles respectives des deux champs nationaux de production ou de construction des représentations collectives de la réalité sociale (modes de division du travail de représentation sociale entre les différents types d'institutions mandatées et autorisées par l'Etat à faire ce travail, types d'experts scientifiques chargés de la production de "chiffres" et de "lettres" sur la réalité sociale, etc.).

Tout d'abord, l'on constate que les modèles de classification socio-professionnelles établis auprès de l'INSEE français et son homologue allemand — le Statistisches Bundesamt de Wiesbaden — s'opposent très nettement quant au modes de construction de la topographie sociale "officielle" et quant à la logique classificatoire se reflétant dans leurs taxinomies respectives.

Tandis que les CSP françaises semblent traduire une conception et une représentation hiérarchisée du monde social proche des modèles en usage en sociologie, les "Kategorien der Stellung im Beruf" allemandes reflètent un type de vision et de division de l'espace social tout autre. Il s'agit d'une topographie sociale non-hiérarchisée, ressemblant plutôt au modèles d'une "ständische Ordnung" (Voir : Weber 1974) caractéristiques de l'époque pré-moderne et fonctionnant selon un mode de positionnement sériel des différents "états sociaux". Ces catégories à caractère juridico-bureaucratique se basent principalement sur les divisions institutionnalisées dans le domaine du droit du travail et du droit de la Sécurité Sociale.

Autre constat : tandis que les CSP françaises datent des années 50 et ont subi à plusieurs reprises des modifications et des mises à jour, leurs homologues allemands s'avèrent d'une inertie socio-historique tout à fait remarquable grâce à leur enracinement dans les structures juridiques et bureaucratiques de la société allemande. Agé de plus d'un siècle, le modèle allemand des CSP naquit justement à l'époque de l'unification nationale allemande d'un côté et de l'invention bismarckienne de la Sécurité Sociale moderne de l'autre, dont il reflète les divisions institutionnelles entre les différents types d'ayant droit. Depuis, ces catégories servant de paradigmes pour la construction et la représentation statistique du monde social tout comme pour la gestion bureaucratique des populations, ont certes subi quelques légères mises à jour, mais leur logique classificatoire de base est restée la même.

Ceci nous renvoie à un deuxième constat. Tandis que les CSP françaises trouvent un "accord général entre l'Etat, les statisticiens, les sociologues de divers courants théoriques et l'ensemble des autres utilisateurs ..." (Duriez et al. 1991), leurs homologues allemands semblent correspondre à la seule raison d'Etat. Etant donné leur caractère anachronique, elles sont depuis longtemps abandonnées par les sociologues ou par les instituts de sondage, qui faute d'un modèle de classification socio-professionnel légi-

time à la hauteur de leurs besoins doivent faire de nécessité vertu et ne cessent de construire toute une multitude de schèmes de classification sociale alternatifs et concurrents, restant tous dénués de toute légitimité en dehors du cadre limité de leur application.

Cette situation peut étonner d'autant plus, qu'à l'époque même de l'invention du système des CSP par Porte auprès de l'INSEE, son confrère allemand Franz Zopf, président de l'Institut de statistique bavarois, présenta un modèle de classification d'une ressemblance tout à fait étonnante. Selon son exposé fait devant l'"Association Allemande de Statistique" en 1955, les "Kategorien der Stellung im Beruf" étaient d'ores et déjà devenues obsolètes et il proposa la mise en place d'une classification socio-professionnelle basée, tout comme son pendant français, sur une logique de division sociale axée sur une combinaison de critères tels que le revenu ou le niveau d'instruction scolaire. Jusqu'à nos jours, ce projet est resté lettre morte. Notons en passant, que les interviews faits avec les experts responsables des deux instituts de statistique nationaux dans le contexte de notre recherche comparative nous ont révélé bon nombre d'éléments explicatifs quant aux divergences interculturelles esquissées ci-devant. Ceux-ci se situent tant sur le plan des structures institutionnelles que sur celui des habitus des acteurs professionnels travaillant à l'INSEE et au Statistisches Bundesamt. Pendant que les statisticiens français se montraient tout à fait à la hauteur du discours sociologique et manifestaient une distance réflexive et critique prononcée par rapport à leur métier de constructeur de catégories sociales, certes renforcée par la posture intellectuelle et élitiste allant de pair avec leur appartenance au grands corps et à la "noblesse d'Etat", leurs homologues semblaient manquer de toute affinité avec une perspective sociologique et limitaient la définition de leur "métier de statisticien" au rôle de fonctionnaire d'Etat payé pour faire ce que les supérieurs disent de faire. Confrontés avec les modèles des CSP français à la fin de nos entretiens, ces statisticiens se contentaient de souligner, que l'application d'un tel schème de classifica-

tion serait non seulement faisable, mais tout à fait souhaitable, mais que malheureusement ils n'ont pas eu l'ordre du gouvernement de faire ainsi. Il semble aller de soi, que l'inertie socio-historique de la représentation statistique du monde social se trouve en étroite affinité-élective avec celle de l'habitus de fonctionnaire allemand, incarnation parfaite — comme dit Max Weber à plusieurs reprises — du modèle d'"Untertan" (sujet) prussien.

Un 3ème constat concerne les différences marquées des produits de la représentation statistique du monde social dans les deux pays, étroitement liées avec les divergences interculturelles esquissées ci-dessus.

Depuis leur mise en place, les CSP françaises ont offert un instrument plus ou moins opératoire et pertinent pour la mise en lumière d'inégalités et de disparités socio-économiques et culturelles de toute sorte, allant de pair avec l'appartenance à telle ou telle CSP.

Basés sur un modèle de classification depuis longtemps dépassé par les événements socio-historiques des transformations socio-structurelles, les produits du Statistisches Bundesamt tels que le Statistisches Jahrbuch (le pendant de l'Annuaire Statistique de l'INSEE) ou encore le Datenreport (l'homologue de "Données Sociales") nous livrent une image tout à fait nivelée et monolithique de la réalité sociale allemande. Tant sur le plan des revenus que sur celui de la natalité ou de la mortalité différentielle, les modes de représentation institutionnalisés auprès du Statistisches Bundesamt ne révèlent de différences sociales notables, ce qui fait que l'Annuaire statistique allemand n'a guère plus d'attrait pour une lecture sociologique que l'annuaire téléphonique.

Ceci semble intrinsèquement lié à une autre particularité de la représentation du monde social à l'allemande. Depuis que Helmut Schelsky (1954) introduit dans le discours sociologique le concept de "nivellierte Mittelstandsgesellschaft" (version allemande de l'idée de "juste milieu", dont la structure mythologique nous renvoie à des survivan-

ces de l'"Idéologie allemande" telle que Marx l'a analysée il y a environ un siècle et demi), bon nombre de sociologues allemands n'ont cessé de déclarer, que les modèles de classification sociale traditionnels et des concepts tels que "classes" ou "couches sociales" étaient devenus obsolètes et inaptes pour la représentation d'une société de plus en plus homogène. Dans sa forme (post-) modernisée, ce discours sociologique se sert de concepts tels que "déstructuration" ou "individualisation" afin de souligner le caractère anachronique de toute référence à l'idée d'une société structurée et divisée en groupes sociaux distincts (voir par ex. Beck, 1986).

De tels constats concernant des divergences interculturelles remarquables de la représentation du monde social nous semblaient dignes d'être pris comme point de départ pour la construction d'un objet de recherche comparatif.

L'hypothèse directrice de cette recherche encore en cours part de l'idée d'une interdépendance étroite existant entre les différents plans de la représentation de la réalité sociale et d'une homologie structurale de leurs particularités respectives dans les deux contextes nationaux comparés. Cette hypothèse fait supposer en même temps, que de telles spécificités "nationales" de la représentation de l'espace social se manifestent aussi sur un autre plan beaucoup plus difficilement tangible et apte à être soumis à une démarche comparative systématique et contrôlée. Il s'agit du domaine du "common sense of social structure" (Goffman) ou si l'on préfère, des représentations non-savantes du monde social, de leurs logiques de classification et de leurs nomenclatures respectives.

Plus concrètement, l'hypothèse de recherche dirigeant la construction de l'objet sociologique présenté ci-après nous faisait nous attendre à des différences significatives des représentations sociales du "sens commun" en France et en Allemagne structurellement homologues aux particularités des deux champs de construction statistique et scientifique de la réalité sociale. Etant donné le caractère opératoire des CSP françaises et le

haut degré de légitimité dont elles bénéficient tant dans le champ des institutions étatiques que dans le domaine de la recherche scientifique, étant donné leur omniprésence dans le discours public et les media (pensons par exemple aux offres d'emploi), il fallait s'attendre à les rencontrer aussi dans les représentations "spontanées" et non-savantes du monde social du côté français. Par contre, le manque d'un tel système de classification social opératoire et légitime à la fois du côté allemand faisait supposer, que le "common sense of social structure" s'y caractériserait non seulement par un manque de cohérence des taxinomies appliquées, mais aussi par une tendance à combler le vide laissé sur le plan des représentations collectives codifiées en recourant à un "bricolage" subjectif de classifications et de nomenclatures apparemment arbitraires et aléatoires et néanmoins structurées et "typiques" selon des critères sociologiques.

Une démarche méthodologique pour sortir du dilemme esquissé

Il va de soi, que l'approche de l'objet sociologique esquissé ci-devant pose bon nombre de problèmes théoriques et méthodologiques de taille. Comment comparer des représentations sociales, telles qu'elles se manifestent dans deux contextes culturels différents sans tomber dans les pièges d'une démarche circulaire, faisant ressortir tout simplement la banalité évidente, que les Français parlent du monde social en d'autres termes (de langue française justement) que les Allemands. Autrement dit, il semblait inévitable de se servir d'une démarche méthodologique et d'une approche empirique permettant sinon de mettre en suspens au moins de rendre contrôlables les codes linguistiques et culturels respectifs, posant le problème de la comparaison de ce qui semble incomparable (i.e. le concept de "cadre").

Un tel instrument de recherche se présente sous forme d'une démarche quasi — expérimentale utilisée dans le 'fieldwork' anthropologique comme par exemple dans le domaine de l'ethno-botanique. Il s'agit d'une méthode appelée "slip-sorting-technique"

basée sur un genre de jeu de classification, permettant justement d'observer d'une manière systématique des processus de classification "in progress" et de suivre la logique classificatoire à travers des opérations pratiques de "Schliessungen und Ausschliessungen" (Weber) allant de pair avec des taxinomies de toutes sortes.

Le recours à une telle démarche comparative s'imposait d'autant plus directement, qu'un groupe de chercheurs français autour de Luc Boltanski avait déjà travaillé avec un instrument de ce type au début des années '80 et étant donné nos moyens économiques et nos ressources en temps de travail tout à fait modestes, une reproduction de leurs recherches dans le contexte allemand nous permet de produire des données empiriques prêtes à être soumises à une comparaison inter-culturelle méthodique (voir de plus près : Schultheis et al. 1996, Schultheis 1997).

Les collègues français ayant déjà livré à plusieurs reprises des descriptions détaillées de cet instrument de recherche (voir par ex. : Desrosières et Thévenot 1988), nous nous limiterons à une présentation succincte de cette démarche. Rappelons dès maintenant, que celle-ci se prête à des malentendus quant à la portée des données qu'elle permet de produire. Si l'on se méprend c'est-à-dire si l'on prend les représentations du monde social produites par des non spécialistes à partir d'un tel jeu de classification pour des constructions "ethnosociologiques" spontanées et authentiques et par-là apparemment "vraies", l'on prend cette méthode pour autre chose qu'elle n'est : un instrument capable de détecter des similitudes et des différences de pratiques classificatoires grâce à un contrôle systématique du contexte, dans lequel elles sont produites. Ce ne sont donc pas les constructions du monde social du sens commun mises à jour par cette méthode qui nous intéressaient en tant que telles, mais uniquement les différences dégagées entre elles et leurs rapports potentiels avec les deux contextes et leurs spécificités respectives quant à la représentation publique du monde social.

Cette démarche de recherche se présente de la manière suivante:

- des personnes acceptant de participer à un jeu de classification d'une durée d'environ 60 minutes sont confrontées — par groupes de deux — avec un tas d'environ 60 "fiches personnelles", contenant un certain nombre d'informations sur ces personnes.
- le chercheur supervisant le "jeu" demande aux deux "joueurs" de classer ces cartes selon des critères leur semblant pertinents en groupes homogènes en évitant de structurer leur attention d'avance par l'usage de concepts précis tels que "classes sociales", "couches sociales" et surtout "CSP".
- les joueurs doivent se mettre d'accord pour dire si telle ou telle carte et le personnage décrit correspondent oui ou non au profil de telle autre carte etc. et parviennent progressivement à une classification contenant l'ensemble des fiches personnelles à classer. Puis, ils ont l'occasion de revoir les catégories produites et de revenir librement sur telle ou telle décision.
- Quand les joueurs affirment, qu'ils ne désirent plus transformer cet ordre, celui-ci est fixé sur une feuille de classification.
- Puis, dans une dernière étape de cette démarche, le chercheur demande aux deux joueurs de regarder encore une fois les tas de cartes sélectionnées, de mettre la carte leur semblant la plus "représentative" au-dessus et de se mettre d'accord sur une appellation pour chacune des catégories établies.

En ce qui concerne la reproduction de cette démarche dans le contexte allemand il faut noter que :

- le modèle des fiches personnelles a été le plus exactement possible reproduit en langue allemande.
- afin de permettre une comparaison des données, nous avons poursuivi la démarche esquissée ci-dessus étape par étape.

- en dehors de cette finalité comparatiste, notre recherche a élargi l'instrument emprunté aux collègues français dans deux sens : d'une part, nous avons décidé d'enregistrer les dialogues des joueurs et de les transcrire ensuite pour arriver à mieux cerner les détails du processus de classification et le mieux pouvoir soumettre le type spécifique de discours à une analyse de contenu. D'autre part, nous avons tenté de mieux cerner les correspondances entre les positions sociales détenues par les joueurs eux mêmes et les spécificités de leurs modèles de classification. Nous avons donc fait jouer des représentants de 8 groupes socio-professionnels différents et obtenu entre 4 et 6 transcriptions de jeux de classifications par groupe. De plus, les joueurs étaient priés de remplir un questionnaire, offrant toute une série d'informations personnelles (revenu, itinéraire scolaire etc.)

Quelques données issues de l'analyse comparée des constructions non-savantes de classifications sociales en France et en Allemagne.

Les jeux de classification se firent -l'on ne s'en étonnera guère — de manière tout à fait semblable des deux côtés du Rhin. A chaque fois, les joueurs allemands et français semblaient mettre en pratique une seule et même logique classificatoire, basée sur une évaluation "item by item" des informations contenues sur deux des cartes et une l'application spontanée de critères comparatifs tels que "avoir un niveau scolaire plus haut que", "gagner moins que" ou encore "avoir plus de responsabilité que" et en procédant par une pensée associative du genre "celui-ci me rappelle celui-là" et "celle-ci va avec cette autre carte."

Le processus de classification une fois arrivée à terme -toutes les cartes étant placées sur des tas — les joueurs avaient l'occasion de revoir les catégories établies et de les transformer à volonté.

Puis, dès qu'ils déclaraient tous les deux se contenter d'un ordre donné, ils ouvraient eux-mêmes une deuxième étape du jeu de classification.

On leur demandait de donner des noms adaptés à chacune des catégories constituées. C'est à ce niveau-ci que l'analyse comparée des données produites dans les deux contextes nationaux fait surgir des divergences interculturelles notables.

Alors que les joueurs français ont produit 'spontanément' une nomenclature très proche de celle établie en forme des CSP dans le domaine de la statistique publique française, les joueurs allemands avaient certes eux-aussi, ci et là, recours aux appellations contrôlées des CSP de la statistique allemande, mais ceci d'une manière peu cohérente et continue, et surtout sous forme de constructions aléatoires de taxinomies syncrétistes, contenant et des tels concepts officiels, de noms inventés apparemment tout à fait "subjectifs", mais néanmoins structurés en ce qui concerne l'aspect socio-logique du contenu des catégories désignées. Les CSP officielles y furent inscrites dans des modèles de classification explicitement hiérarchisés et l'on parla par exemple de "Ouvriers, employés et fonctionnaires ordinaires" ou d'"employés et fonctionnaires supérieurs". Là, ou les appellations des CSP furent reprises comme telles -ce qui fut plutôt rare et, fait très significatif, utilisées justement pour la catégorie de 'fonctionnaire'! — les noms de baptême choisis se trouvaient souvent en infraction directe avec les CSP "officielles" des cartes réunies sous ce nom.

En dehors des noms issus des CSP institutionnalisées, les nomenclatures produites par les participants allemands contenaient souvent des appellations à base de titres scolaires ("diplômés", "ayants fait des études", "enseignement secondaire" etc.) ou encore des noms désignant des champs d'activité tels que "le social et la santé", "professions culturelles" etc..

Regardons d'un peu plus près, de quelle manière les profils socio-professionnels correspondant à la catégorie française de "cadre" furent classés et appelés par les joueurs allemands, avant de présenter dans un

deuxième temps, de quelle manière les joueurs correspondant eux-mêmes aux caractéristiques du "cadre" y classaient et nommaient le monde social.

Le "cadre" en tant qu'objet des représentations du monde social.

En regardant de plus près les résultats des jeux de classification produits par des joueurs appartenant à huit catégories socio-professionnelles différentes, l'on se trouve stupéfié par l'hétérogénéité poussée des taxinomies produites.

Les cartes correspondant au profil du cadre telles que celle d'un ingénieur ou celle d'un chef du personnel y furent subsumées à des catégories nommées "les diplômés", "grande responsabilité", "employés dirigeants", "tops", "les super-salaires", l'"élite nationale", "yuppies" et d'autres appellations non moins exotiques. Sous-jacents à de telles nomenclatures apparemment tout à fait arbitraires et aléatoires, plusieurs principes de division du monde social parvenaient néanmoins à structurer et ordonner l'espace social. Parmi les principes de "Schliessungen et Ausschlüssungen" (Weber) les plus puissants et opératoires dans la grande majorité des classifications produites se trouvent :

- la hiérarchie des diplômes et l'inégalité du capital scolaire :

Par cette logique classificatoire, les cartes correspondant à la catégorie française de "cadre" se trouvaient presque uniquement en compagnie de cartes indiquant que la personne concernée disposait d'un diplôme universitaire. Ce principe classificatoire se traduit de manière pertinente par une opposition très marquée entre "cadres supérieurs" et "cadres moyens". Ces derniers se trouvaient d'ailleurs à plusieurs reprises en compagnie d'ouvriers, dont le profil indiquait aux joueurs qu'ils détenaient un diplôme d'une "Berufsschule" (BEPC).

- La hiérarchie des revenus :

Ce principe de division du monde social se traduit de manière analogue et complémen-

taire au précédent par une vision hiérarchisée, mettant les cartes correspondant au "cadre" français exclusivement dans des groupes dont le niveau de revenu fut estimé nettement supérieur à la moyenne. Rappelons en passant, que les cartes ne donnaient aucune indication quant au revenu des personnes décrites et que les joueurs procédaient donc de manière spontanée à une telle classification selon une argumentation du genre "un chef du personnel, ça gagne énormément".

- l'opposition "privé - public":

Ce 3ème axe des visions et des divisions du monde social à l'allemande s'avéra très pertinent dans la grande majorité des classifications produites par les joueurs.

Tandis que la catégorie française de "cadre" intègre ces deux secteurs, la notion de "Führungskraft" ou encore celle de "Leitender Angestellter" s'associent directement avec la "Privatwirtschaft" (secteur privé) et nous avons donc trouvé dans les représentations du monde social produites et reproduites dans les jeux de classifications une division très stricte entre "cadres du privé" et "cadres du public".

Les "cadres" en tant que sujets des représentations du monde social.

En comparant les classifications et taxinomies sociales produites par les joueurs ayant les caractéristiques sociales correspondant à la catégorie française de "cadre" à celles des représentants des autres catégories socio-professionnelles touchées par notre recherche, l'on s'étonne tout d'abord d'y rencontrer le même niveau d'hétérodoxie et d'hétérogénéité aperçu chez les travailleurs métallurgiques ou chez les employés de magasin.

Même les "cadres" allemands, disposant tous d'un diplôme universitaire, ne parvenaient pas à produire des taxinomies sociales cohérentes aux yeux du sociologue, tandis que leurs homologues français se distinguaient justement par des copies particuliè-

rement "conformes" aux CSP officielles. Les "cadres" allemands parlaient, eux aussi, en termes de "ceux qui portent beaucoup de responsabilité" quand il s'agit d'un représentant de leur propre catégorie sociale, ou de "niedere Angestellte" (employés inférieurs), quand la carte respective reflétait le profil d'une vendeuse.

Toutes les particularités de la variante "allemande" de ce "jeu des classes" ("Klassenspiel", comme l'avait surnommé un participant) se rencontraient de manière "représentative" chez les joueurs "cadres". Néanmoins il faut noter, qu'un seul groupe formé de deux cadres dirigeants d'une banque fit exception à cette règle. Une fois informés sur ce que l'on attendait de leur part, ceux-ci déclaraient spontanément qu'ils allaient classer les cartes selon le schème servant à classer les clients en usage dans leur établissement bancaire. Cette logique classificatoire particulièrement "pertinente" sur le plan de la pratique sociale concernée partait d'une division triadique du monde social : les joueurs formaient des groupes appelés "A", "B" et "C", correspondant chacun à son tour à une tranche de revenu et d'épargne spécifique. Ensuite, les deux cadres dirigeants ne semblèrent avoir aucun mal à classer rapidement les quelques douzaines de cartes de jeux. Tout se fit, comme si le sens pratique de ces gestionnaires de capital fonctionnait comme une machine parfaitement réglée à classer le monde social.

Des classifications sans légitimité :

Les particularités des produits de classification sociale à l'allemande allait de pair avec une autre divergence très nette caractéristique de la 3ème étape de la démarche quasi-expérimentale.

Quand les participants au jeux de classification avaient terminé de baptiser les catégories de "leur" monde social, ils avaient -tout comme leurs homologues français — l'occasion de revoir les contenus des catégories baptisées. Tandis que les joueurs français en profitaient pour contrôler si les cartes réunies sous l'appellation "cadres moyens"

correspondaient bien aux critères "officiels" et "légitimes" allant de pair avec la désignation (nomen est omen!) et procédaient fréquemment à des changements de cartes, leurs homologues allemands n'y touchaient plus! Que leur restait-il à faire face au manque total de "mots pour le dire" légitimes?

Il semble bien que le "common sense of social structure" à l'allemande, mis à jour par notre démarche de recherche, correspond parfaitement aux représentations "scientifiques" en vogue dans le contexte ouest-allemand depuis les années 50. De Schelsky (1954) à Beck (1986), les sociologues allemands n'ont cessé d'affirmer que des con-

cepts tels que "classes" ou "couches" sociales s'avèrent obsolètes face à une réalité sociale allemande, caractérisée par un nivellement des structures et une individualisation des modes de vie. Tout se fait, comme si ce discours scientifique sur le monde social contribuait directement, telle qu'une self-fulfilling prophecy, à une individualisation des représentations non savantes de la structure sociale. Manquant de catégories sociologiquement pertinentes pour la thématisation des réalités sociales, tout un chacun se trouve dans l'obligation de se servir d'un bricolage subjectif afin de s'y retrouver dans l'espace social.

BIBLIOGRAPHIE :

Beck, U. : *Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Frankfurt 1986

Desrosières, A. et Thévenot, L. : *Les catégories socio-professionnelles*, Paris 1988

Durkheim, E. : *Textes*, t.III, Paris, Ed. de Minuit, 1973.

Duriez, B., Ion, J., Pinçon, M. et Pinçon-Charlot, M. : Institutions statistiques et nomenclatures socio-professionnelles, In : *Revue française de sociologie*, XXXII, 1991, 29-5

Schultheis, F. : Comme par raison, comparaison n'est pas toujours raison. Pour une critique sociologique de l'usage social de la comparaison interculturelle. In : *Droit et Société*, No 11/12, 1989, 219-244.

Schultheis, F. et al. : Repräsentationen des sozialen Raums. Zur Kritik der soziologischen Urteilskraft, In : *Berliner Journal für Soziologie*, 1/1996, 97-119.

Schultheis, F. : Sinn für Unterscheidung. Ein Gesellschaftsspiel, In : *Neue Rundschau*, 2/1997, 108. Jg., 24-36.